

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/138/Add.1

22 avril 1999

(99-1643)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Initiative de "libéralisation accélérée des droits de douane" de l'APEC

Communication de la Nouvelle-Zélande

Addendum

Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane: Aperçu des propositions
élaborées dans les huit domaines de produits visés par l'Initiative

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 avril 1999.

I. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: PRODUITS CHIMIQUES

Historique

1. L'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane dans le secteur des produits chimiques est née durant le Cycle d'Uruguay. En 1991, les associations d'industries chimiques de plusieurs pays ont proposé que les droits de douane appliqués aux produits chimiques soient harmonisés à des taux peu élevés, à savoir 0, 5,5 et 6,5 pour cent. L'harmonisation en question visait l'ensemble des chapitres 28 à 39 du SH, sauf quelques positions tarifaires considérées comme relevant des négociations du Cycle d'Uruguay sur les produits agricoles. Cette proposition de l'industrie est devenue le fondement de l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques, que deux douzaines de pays environ ont signé dans le cadre des engagements tarifaires pris lors du Cycle d'Uruguay. Depuis, plusieurs autres pays ont adopté cet accord dans le cadre des engagements qu'ils ont pris en accédant à l'OMC, et d'autres qui sont encore en cours d'accession ont fait savoir qu'ils étaient prêts à contracter les mêmes engagements. Dans l'ensemble, plus de 30 pays sont actuellement en train de mettre en œuvre l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques, et d'autres les rejoindront lorsque les négociations relatives à leur accession seront achevées.

2. Lorsque les ministres de l'APEC ont demandé, au milieu de 1997, que des secteurs soient désignés pour le processus de libéralisation volontaire et rapide, les États-Unis et Singapour ont désigné chacun la gamme complète des produits visés par l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques et les taux de droit convenus au cours du Cycle d'Uruguay pour ces produits. L'Australie et Hong Kong, Chine se sont associées aux États-Unis et à Singapour comme coauteurs d'une large initiative concernant les produits chimiques. Plusieurs autres propositions ont été reçues pour des sous-secteurs de la chimie, et les ministres de l'APEC ont choisi les engrais comme secteur

distinct devant faire l'objet d'une libéralisation plus poussée que celle prévue dans l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques.

3. Les grandes associations d'industries chimiques de la région de l'APEC ont exprimé, par le biais de la Coalition des industries chimiques de l'APEC, leur soutien et leur encouragement à l'initiative de l'APEC. D'autres associations industrielles mondiales telles que la Coalition internationale des associations chimiques ont également prôné une plus large participation à l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques.

4. Les aspects tarifaires de l'initiative relative aux produits chimiques relèvent désormais de l'OMC, mais les quatre coauteurs continuent de jouer un rôle actif à l'APEC en ce qui concerne les questions non tarifaires, la facilitation et la coopération économique et technique. Ces aspects comprennent divers éléments, dont la facilitation des formalités douanières, la libéralisation en matière d'investissement et l'alignement des normes et des lignes directrices concernant les essais.

Obstacles au commerce existant dans le secteur

5. Lorsque l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques a été conclu, il couvrait 70 pour cent du commerce mondial. Depuis, ce pourcentage a baissé, car la production dans ce secteur s'est de plus en plus mondialisée. Le niveau élevé des droits de douane dans les pays qui ne participent pas à l'accord est particulièrement préoccupant, car la plupart des produits chimiques servent à fabriquer d'autres produits chimiques. En outre, l'essentiel de la production chimique a lieu dans de vastes usines de classe internationale. La production de ces usines est trop vaste pour pouvoir être absorbée par l'économie d'un pays, de sorte qu'elle est en grande partie exportée vers des industries chimiques d'aval dans d'autres pays. La persistance de droits élevés sur les produits chimiques ne taxe donc que les industries chimiques, dont elle réduit la rentabilité, la productivité et la compétitivité.

Incidence

6. Le marché mondial des produits chimiques est d'environ 2 billions de dollars. Les échanges mondiaux représentent environ 500 milliards de dollars et croissent d'environ 6 pour cent par an. L'industrie chimique offre des emplois fortement rémunérés à des millions de travailleurs à la production hautement qualifiés.

7. Presque tous les produits manufacturés – de l'agriculture à l'automobile, en passant par les semi-conducteurs et les médicaments – dépendent de milliers de sortes de produits chimiques. Nourriture, habillement, logement, santé, transports – et tous les autres aspects de la vie moderne – sont tributaires d'une industrie chimique moderne et de haute technologie. Par exemple, l'élévation du niveau de vie s'accompagne d'une demande accrue de produits alimentaires plus variés et de meilleure qualité. Des produits chimiques sont employés à tous les stades du processus de transformation des produits alimentaires, depuis les pesticides et les engrais au stade de la culture jusqu'au plastique qui sert d'emballage, en passant par les produits destinés à transformer et conserver les aliments.

8. Comme les produits chimiques servent à fabriquer un aussi grand nombre d'autres produits, la libéralisation des échanges dans ce domaine aura de larges répercussions dans l'ensemble de l'économie mondiale. Elle aidera les industries chimiques et d'autres secteurs d'aval à devenir plus productifs, plus compétitifs et plus rentables et à fabriquer des produits de meilleure qualité. En outre, l'harmonisation des droits de douane à un bas niveau encouragera l'investissement, car les entreprises cherchent à investir dans des installations compétitives et efficaces du type de celles qui se développeront grâce à de faibles droits de douane.

Objectifs de la proposition relative aux droits de douane

9. La proposition vise tous les produits chimiques inclus dans les chapitres 28 à 39 du SH, sauf les positions tarifaires qui relèvent des listes de produits agricoles établies durant le Cycle d'Uruguay (c'est-à-dire les numéros 2905.43 (mannitol), 2905.44 (D-glucitol (sorbitol)), 3301 (huiles essentielles), 3501 à 3505 (substances albuminoïdes, produits à base d'amidons ou de féculs modifiés, colles), 3809.10 (agents d'apprêt ou de finissage) et 3824.60 (sorbitol autre que celui du n° 2905.44)).

Les taux fixés dans l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques sont les suivants:

Chapitre 28	5,5%
Chapitre 29	
2901-2902	0%
2903-2915	5,5%
2916-2942	6,5%
Chapitre 30	0%
Chapitre 31	6,5%
Chapitre 32	6,5%
Chapitre 33	6,5%
Chapitre 34	6,5%
Chapitre 35	6,5%
Chapitre 36	6,5%
Chapitre 37	6,5%
Chapitre 38	6,5%
Chapitre 39	6,5%

10. Aux termes de la proposition, les taux actuellement appliqués qui sont égaux ou inférieurs à 10 pour cent seront ramenés aux taux visés dans l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques d'ici à 2001, et les taux supérieurs à 10 pour cent le seront d'ici à 2004.

11. Les objectifs précités ont été approuvés à deux reprises par les ministres de l'APEC: à Kuching en juin 1998 et à Kuala Lumpur en novembre 1998.

Acceptation des objectifs

12. Comme les ministres de l'APEC l'ont constaté à leur réunion du mois de novembre, des progrès ont été accomplis en 1998 vers la réalisation des objectifs en question. Ainsi que le montre l'annexe D du document WT/GC/W/138, l'Australie, le Brunéi, le Canada, la Corée, les États-Unis, Hong Kong, Chine, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Taipei chinois ont accepté ces objectifs pour la quasi-totalité des produits. L'Indonésie, la Malaisie et les Philippines les ont acceptés pour plus des deux tiers des lignes tarifaires; les positions restantes seront généralement ramenées aux taux visés dans l'Accord d'harmonisation des droits sur les produits chimiques, mais sur une période plus longue. La Thaïlande a aussi accepté ces taux, mais selon un calendrier plus lent que celui qui figurait dans la proposition. La Chine a pris une part active à l'élaboration de cette proposition, mais elle accepte moins les objectifs convenus que la moyenne des autres participants.

13. Les ministres de l'APEC réunis à Kuala Lumpur ont admis qu'il fallait accélérer et mettre à profit ces progrès en 1999. On compte que les membres de l'APEC amélioreront encore leur position, tandis que les non-membres seront invités à s'associer à cette initiative.

Tableau I.1

Principaux exportateurs et importateurs de produits chimiques

CTCI 5, révision 3 – Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.

1996

Déclarant	Importations (milliers de dollars EU)	Exportations (milliers de dollars EU)
MONDE	448 942 000	448 344 000
Australie	7 054 581	2 138 017
Canada	14 404 937	11 418 766
Chili	2 016 131	556 792
Chine	18 105 822	8 876 784
Corée	13 256 595	9 148 776
États-Unis	46 608 267	61 787 106
Hong Kong, Chine	13 635 186	1 123 750
Indonésie	6 033 407	1 735 822
Japon	22 831 939	28 771 549
Malaisie	10 621 816	4 994 760
Mexique	8 697 953	3 893 768
Nouvelle-Zélande	1 855 858	1 021 444
Philippines	2 916 823	362 762
Singapour	7 781 397	7 061 712
TOTAL DES PAYS DE L'APEC	175 820 710	142 891 808
Union européenne	175 837 645	215 002 221
Suisse	11 705 412	21 978 240
Turquie	5 729 581	884 626
Brésil	5 698 880	3 159 949
Argentine	4 391 398	1 348 536
République tchèque	3 270 319	1 977 687
Afrique du Sud	3 252 010	2 134 575
Norvège	3 112 264	1 398 501
Inde	2 585 607	1 519 592
Venezuela	1 351 765	705 936
TOTAL DES AUTRES PAYS	41 097 236	35 107 642

II. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: ÉNERGIE

Historique

14. Lorsque les ministres de l'APEC ont demandé, au milieu de 1997, que des secteurs soient désignés pour le processus de libéralisation volontaire et rapide, trois pays – Australie, États-Unis et Thaïlande – ont désigné le secteur de l'énergie. Ces trois propositions ont été fusionnées en une seule au mois de septembre 1997, et l'Australie a accepté d'en être le coordonnateur.

Portée du secteur

15. Le secteur a été défini à l'issue d'une longue série de consultations qui ont eu lieu à l'APEC en 1998. Il inclut le charbon, le gaz et l'électricité comme sources d'énergie primaire (12 lignes tarifaires à six chiffres du chapitre 27) et une série de produits et matériel employés pour produire, transporter et distribuer l'énergie (137 lignes ou parties de lignes tarifaires à six chiffres, relevant des chapitres 73, 82, 84, 85 et 87).

16. Environ 80 pour cent du secteur énergétique visé par l'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane est également couvert par la liste des matériels énergétiques et de l'équipement lié à la production d'énergie en relation avec la Charte de l'énergie.

Obstacles au commerce existant dans le secteur

17. Les droits de douane imposés dans ce secteur par les membres de l'APEC vont de 0 à 55 pour cent. Le droit moyen simple va d'environ 0,6 à 12,5 pour cent.

Incidence

18. La proposition vise à supprimer entièrement les droits de douane pour toutes les lignes tarifaires qui concernent ce secteur. Le but est d'accélérer la croissance économique, d'améliorer la concurrence par les prix, de développer les infrastructures, de favoriser l'innovation et la productivité et d'offrir ainsi un plus grand choix au consommateur.

19. Le Centre de recherche sur l'énergie de l'Asie et du Pacifique (APERC) prévoit que la demande totale d'énergie pour la seule région de l'APEC augmentera de 41 pour cent entre 1995 et 2010. Pour y répondre et permettre à l'économie mondiale de concrétiser pleinement son potentiel de croissance économique, il faut lever rapidement les obstacles qui entravent la circulation de l'énergie.

20. Les avantages d'une libéralisation du secteur énergétique seraient importants, et toutes les économies en bénéficieraient. L'énergie crée de fortes recettes d'exportation pour un certain nombre de pays, le commerce et les courants d'investissement dans ce domaine sont importants, et le secteur fournit des facteurs de production essentiels, entre autres à l'industrie. L'accélération des travaux visant à libéraliser ce secteur améliorerait le fonctionnement des marchés mondiaux de l'énergie et la sécurité énergétique, réduirait les dépenses en combustible et en carburant, accroîtrait l'investissement, faciliterait l'activité des entreprises et appuierait une croissance économique durable.

21. Une libéralisation rapide du matériel et des services liés à l'énergie serait bénéfique pour l'économie mondiale, aux niveaux individuel et collectif. De nombreuses études montrent qu'il y aura, dans un avenir prévisible, une croissance spectaculaire de la demande d'énergie sous diverses formes à travers le monde et que les infrastructures de fourniture d'énergie dans de nombreux pays seront insuffisantes pour y répondre. En outre, tous les pays ont besoin d'une infrastructure plus efficace (à créer ou à renforcer) afin de pouvoir fournir de l'énergie à un moindre coût.

22. La libéralisation aidera à rendre le secteur moins vulnérable ou moins sensible aux fluctuations conjoncturelles, favorisera les économies d'échelle, permettra au secteur de mieux répondre à l'évolution de la demande mondiale et encouragera l'investissement industriel destiné à améliorer la productivité, à profiter des nouveaux débouchés et à résoudre les questions de protection de l'environnement. Il est évident que son incidence sera directement fonction de la mesure dans laquelle le commerce de l'énergie pourra être libéralisé.

Objectifs de la proposition relative aux droits de douane

23. Il s'agit de commencer à abaisser les droits de façon linéaire, pour arriver à une suppression au 1^{er} juillet 2004. Cet objectif a été approuvé par les ministres de l'APEC.

Acceptation des objectifs

24. Comme les ministres de l'APEC l'ont constaté à leur réunion du mois de novembre 1998, des progrès ont été accomplis en 1998 vers la réalisation des objectifs en question. Ainsi que le montre l'annexe D du document WT/GC/W/138, l'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis, Hong Kong, Chine, le Japon, la Nouvelle-Zélande et Singapour ont accepté ces objectifs pour la quasi-totalité des lignes tarifaires. Les autres membres de l'APEC les ont acceptés à des degrés divers.

25. Les ministres de l'APEC ont admis, à cette même réunion, qu'il fallait accélérer et mettre à profit ces progrès en 1999. On compte que les membres de l'APEC amélioreront encore leur position, tandis que les non-membres seront invités à s'associer à cette initiative.

Tableau II.1

Principaux exportateurs et importateurs d'énergie

Chapitres: ex 27, 73, 82, 84, 85, 87

1996

	Importations (milliers de dollars EU)	Part des importations (pourcentage)	Exportations (milliers de dollars EU)	Part des exportations (pourcentage)
MONDE	315 352 012	100,0	301 706 213	100,0
Australie	3 192 174	1,0	8 616 835	2,9
Brunéi	chiffres inconnus	chiffres inconnus	chiffres inconnus	chiffres inconnus
Canada	9 070 244	2,9	15 079 125	5,0
Chili	1 495 456	0,5	50 491	0,0
Chine	12 268 749	3,9	6 184 127	2,0
Corée	16 435 043	5,2	4 229 359	1,4
États-Unis	40 916 166	13,0	43 887 712	14,5
Hong Kong	9 477 989	3,0	7 204 137	2,4
Indonésie	4 103 534	1,3	6 304 097	2,1
Japon	28 938 008	9,2	32 977 101	10,9
Malaisie	6 187 051	2,0	4 353 973	1,4
Mexique	7 346 235	2,3	6 866 591	2,3
Nouvelle-Zélande	663 991	0,2	313 287	0,1

	Importations (milliers de dollars EU)	Part des importations (pourcentage)	Exportations (milliers de dollars EU)	Part des exportations (pourcentage)
Philippines	2 725 232	0,9	396 549	0,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	chiffres inconnus	chiffres inconnus	chiffres inconnus	chiffres inconnus
Singapour	8 951 897	2,8	5 260 094	1,7
Taipei chinois	10 338 641	3,3	5 183 260	1,7
Thaïlande	4 387 473	1,4	chiffres inconnus	chiffres inconnus
TOTAL DES PAYS DE L'APEC	166 497 883	52,8	146 906 738	48,7
Union européenne	107 831 665	34,2	126 363 163	41,9
Suisse	4 514 294	1,4	6 943 214	2,3
Brésil	3 194 387	1,0	1 009 733	0,3
République tchèque	2 969 167	0,9	2 266 927	0,8
Fédération de Russie	2 845 419	0,9	2 272 636	0,8
Norvège	2 815 054	0,9	4 900 076	1,6
Pologne	2 743 712	0,9	2 499 129	0,8
Turquie	2 084 534	0,7	899 094	0,3

III. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: ENVIRONNEMENT

Historique

26. En juillet 1997, répondant aux ministres du commerce extérieur de l'APEC qui avaient demandé que des secteurs industriels soient désignés en vue d'une libéralisation accélérée des échanges, quatre membres – Canada, États-Unis, Japon et Taipei chinois – ont désigné le secteur des biens et services de protection de l'environnement. Ils ont ensuite approuvé une désignation groupée.

27. Lors de la réunion des dirigeants économiques de l'APEC qui s'est tenue en novembre 1997, le secteur des biens et services de protection de l'environnement a été l'un des neuf secteurs proposés dans le cadre de l'Initiative de libéralisation accélérée. Des experts techniques se sont réunis à diverses reprises en 1998 pour élaborer les détails de cette proposition de libéralisation. La proposition définitive, qui a été présentée et approuvée par les dirigeants de l'APEC réunis à Kuala Lumpur en novembre 1998, consistait en une initiative complète incluant des engagements relatifs aux quatre éléments suivants:

- 1) droits de douane;
- 2) services;
- 3) mesures non tarifaires;
- 4) coopération économique et technique.

28. Les membres de l'APEC qui avaient désigné le secteur des biens et services de protection de l'environnement ont reconnu qu'il était difficile de définir et de classer ces biens (y compris les technologies) d'une manière qui serve aisément de base à la conclusion d'un accord de libéralisation des échanges. Pour cela, l'APEC s'est servi de la définition de l'OCDE selon laquelle l'industrie de l'environnement "comprend les activités qui produisent des biens et des services servant à mesurer, prévenir, limiter, ou corriger les dommages occasionnés à l'environnement tels que la pollution de

l'eau, de l'air et du sol ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes. Les technologies, procédés, services et produits moins polluants qui réduisent les risques pour l'environnement et minimisent la pollution et économisent les matériaux sont également du ressort de l'industrie de l'environnement". À partir de cette définition, les membres de l'APEC ont identifié, selon les codes du SH, une liste de biens qui seraient visés par l'accord. Ce choix a aussi été guidé par la liste des catégories de biens de protection de l'environnement présentée à l'annexe III.1.

Obstacles au commerce existant dans le secteur

29. La détermination des obstacles au commerce existant dans le secteur des biens (et services) de protection de l'environnement sera d'autant plus facile que la portée de ce secteur sera définie de façon précise. D'une manière générale, les obstacles peuvent venir de restrictions spécifiques touchant l'accès aux marchés, sous la forme par exemple de droits de douane, de mesures non tarifaires ou de restrictions à la présence commerciale.

30. Stimulés par la demande mondiale grandissante d'efficacité énergétique, de sources d'énergie renouvelables, de gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité et d'action mondiale face à des questions telles que le changement climatique et l'appauvrissement de la couche d'ozone, de nombreux pays de la région de l'APEC ont déjà ressenti le besoin d'avoir accès aux biens, aux services et aux technologies les plus modernes et les plus efficaces en matière de protection de l'environnement. La libéralisation des échanges dans ce secteur vital aidera tous les pays à relever les multiples défis apparus au cours des dernières années dans le domaine de l'environnement. La possibilité de choisir parmi un plus grand nombre de biens et services moins coûteux contribuera à améliorer la qualité générale des infrastructures de base en matière de protection de l'environnement, abaissera le coût de cette protection et favorisera une croissance durable, tout en réduisant au minimum les coûts économiques, les dépenses de santé et les coûts sociaux.

Produits visés

31. Les produits visés par les membres de l'APEC qui participent à l'initiative sont indiqués à l'annexe III.2.

Actions proposées

32. Les droits de douane seraient supprimés en *quatre* tranches égales sur *quatre* ans, les réductions se faisant de manière linéaire. La première réduction aurait lieu six mois après la date de conclusion de l'accord, sous réserve de l'accomplissement des procédures législatives intérieures. Des délais plus longs pourraient être envisagés dans certains cas.

33. Toutes les concessions et tous les engagements tarifaires relatifs aux services qui figureraient dans l'accord définitif seraient consolidés dans les listes établies par les Membres dans le cadre de l'OMC. Les pays participants qui ne sont pas encore Membres de l'OMC mettraient en œuvre leurs engagements de façon autonome jusqu'à ce qu'ils accèdent à l'Organisation.

Principaux exportateurs et importateurs

34. L'annexe III.3 indique les importations des membres de l'APEC pour un certain nombre de produits visés par l'initiative. On notera que les chiffres indiqués sont des estimations au niveau du SH à six chiffres. Les produits visés dans ce secteur correspondent aussi bien à des positions à six chiffres qu'à des subdivisions de ces positions. Les chiffres en question doivent donc être considérés comme représentatifs.

35. L'OCDE a estimé à environ 320 milliards de dollars le marché mondial des biens et services de protection de l'environnement, qui offre un potentiel de croissance rapide. Selon les enquêtes réalisées par le secteur privé, la valeur du secteur de l'environnement passera de 469 milliards de dollars en 1997 à 600 milliards de dollars en 2010, soit une croissance annuelle moyenne de 5 pour cent.¹

¹ Source: Environmental Business International Inc., San Diego, Californie, 1995. Ces estimations ne sont données qu'à titre indicatif. La définition des biens et services de protection de l'environnement utilisée par EBI pour les établir ne détermine en rien les produits et services visés par l'initiative présentée ici.

ANNEXE III.1**Élaboration d'une liste de produits qui seraient visés par un accord
sur les biens de protection de l'environnement**

36. À partir de la définition selon laquelle les biens et services de protection de l'environnement sont ceux qui servent à "mesurer, prévenir, limiter, ou corriger les dommages occasionnés à l'environnement tels que la pollution de l'eau, de l'air et du sol ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes" et peuvent aussi inclure les "technologies, procédés, services et produits moins polluants qui réduisent les risques pour l'environnement et minimisent la pollution et économisent les matériaux", on a élaboré le tableau ci-après, tiré en partie des travaux réalisés en avril 1995 par le groupe de travail informel OCDE/EUROSTAT sur l'industrie de l'environnement, qui range utilement dans des catégories générales les biens et services visés par l'initiative. Des exemples (avec le code SH/CPC) sont donnés pour chaque catégorie. L'accord plus large inclura, pour chacune de ces catégories, divers biens et leurs composantes, avec les codes correspondants du SH, selon ce qui sera convenu ultérieurement.

Tableau III.1

Catégories de biens de protection de l'environnement	Exemples donnés à titre indicatif
Lutte contre la pollution de l'air	appareils de ramonage pour chaudières 8404.10 épurateurs/dépoussiéreurs (par voie sèche/humide; électrostatiques); convertisseurs catalytiques 8421.39 incinérateurs de gaz résiduels 8417.80
Lutte contre la pollution de l'eau	pompes (eaux usées) 8413.60 et .70 appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux ou autres rejets industriels liquides 8421.21 et .29
Gestion des déchets solides/dangereux	incinérateurs de déchets: électriques – à résistance 8514.10, fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques 8514.20 et autres 8514.30 compacteurs de déchets ménagers 8479.82
Assainissement et nettoyage des sols et des eaux	matériaux absorbants employés dans les barrages flottants utilisés pour contenir les déversements accidentels d'hydrocarbures 2302.10 péniches gonflables pour la récupération des déversements accidentels d'hydrocarbures 8907.10 barrages flottants de protection contre la pollution 8907.90
Lutte contre le bruit et les vibrations	silencieux industriels 8409.91 8409.99
Surveillance, analyse et évaluation	pH-mètres 9027.80 analyseurs de gaz ou de fumées 9027.10
Traitement et distribution de l'eau potable	systèmes d'épuration des eaux 8421.21
Autres systèmes de recyclage	matériel à recycler les métaux 8462.91 machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients 8422.20 matériel à recycler l'asphalte 8474.32

Catégories de biens de protection de l'environnement	Exemples donnés à titre indicatif
Centrales d'énergie renouvelable	pompes à turbine éolienne 8413.81 panneaux solaires 8541.40
Gestion de la chaleur et de l'énergie	échangeurs de chaleur 8419.50 économiseurs pour chaudières 8404.10
Autres: conservation des sols	paillassons de lutte contre l'érosion 4601.20 toiles de protection de l'environnement 5911.90

Source: Groupe de travail informel de l'OCDE/EUROSTAT sur l'industrie de l'environnement, OCDE/GD(96)1.

Note: 1) Les catégories de biens que l'OCDE considère comme des éléments "essentiels" de l'industrie de l'environnement sont indiquées sur fond grisé.

ANNEXE III.2

Biens de protection de l'environnement proposés pour le processus de libéralisation volontaire et rapide 4 novembre 1998

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
1	A/N	2302.10	ex	Sons, remoulages et autres résidus, même agglomérés sous forme de pellets, du criblage, de la mouture ou d'autres traitements du maïs	Barrages flottants constitués d'épis de maïs pulvérisés contenus dans une enveloppe textile	CA
2	TEU	3926.90	ex	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914; autres	Film biologique constitué de feuilles tissées qui facilitent la croissance des micro-organismes	TC
3	TEU	3926.90	ex	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914; autres	Contacteur biologique rotatif composé d'empilements de grandes plaques (PEHD) qui facilitent la croissance des micro-organismes	TC
4	TEU	4601.20	ex	Nattes, paillassons et claies en matières végétales	Paillassons de lutte contre l'érosion (biodégradables)	NZ
5	TEU	4601.20	ex	Nattes, paillassons et claies en matières végétales	Tapis végétal écologique (biodégradable)	NZ
6	TEU	5603.14	ex	Non tissés, même imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés: de filaments synthétiques ou artificiels; d'un poids au mètre carré excédant 150 g	Tissu de polyéthylène/polypropylène/nylon pour filtrer les eaux usées	TC
7	TEU	5911.90	ex	Produits et articles textiles pour usages techniques, visés à la note 7 du présent chapitre; autres	Toile de protection de l'environnement	NZ
8	S/A	6902.10	ex	Briques, dalles, carreaux et pièces céramiques analogues de construction, réfractaires, autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; contenant en poids plus de 50 pour cent des éléments Mg, Ca ou Cr, pris isolément ou ensemble, exprimés en MgO, CaO ou Cr ₂ O ₃	Incinération industrielle	CA
9	S/A	6902.20	ex	Briques, dalles, carreaux et pièces céramiques analogues de construction, réfractaires, autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; contenant en poids plus de 50 pour cent d'alumine (Al ₂ O ₃), de silice (SiO ₂) ou d'un mélange ou combinaison de ces produits	Incinération industrielle	CA
10	S/A	6902.90	ex	Briques, dalles, carreaux et pièces céramiques analogues de construction, réfractaires, autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; autres	Incinération industrielle	CA

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
11	S/A	6903.10	ex	Autres articles céramiques réfractaires (cornues, creusets, moufles, busettes, tampons, supports, coupelles, tubes, tuyaux, gaines, baguettes, par exemple), autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; Contenant en poids plus de 50 pour cent de graphite ou d'autres formes de carbone ou d'un mélange de ces produits	Matériel réfractaire pour laboratoires	CA
12	S/A	6903.20	ex	Autres articles céramiques réfractaires (cornues, creusets, moufles, busettes, tampons, supports, coupelles, tubes, tuyaux, gaines, baguettes, par exemple), autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; Contenant en poids plus de 50 pour cent d'alumine (Al ₂ O ₃) ou d'un mélange ou combinaison d'alumine et de silice (SiO ₂)	Matériel réfractaire pour laboratoires	CA
13	S/A	6903.90	ex	Autres articles céramiques réfractaires (cornues, creusets, moufles, busettes, tampons, supports, coupelles, tubes, tuyaux, gaines, baguettes, par exemple), autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues; autres	Matériel réfractaire pour laboratoires	CA
14	S/A	6909.19	ex	Appareils et articles pour usages chimiques ou autres usages techniques; autres	Matériel de laboratoires	CA
15	S/A	7017.10		Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée; en quartz ou en autre silice fondus		CA
16	S/A	7017.20		Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée; en autre verre d'un coefficient de dilatation linéaire n'excédant pas 5×10^{-6} par kelvin entre 0 degré C et 300 degrés C		CA
17	S/A	7017.90		Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée; autres		CA
18	LPA	8404.10		Appareils auxiliaires pour chaudières des n° 8402 ou 8403 (économiseurs, surchauffeurs, appareils de ramonage ou de récupération des gaz, par exemple)		CA
19	LPA	8404.20		Condenseurs pour machines à vapeur		CA
20	LPA	8405.10	ex	Générateurs de gaz à l'air ou de gaz à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs; générateurs d'acétylène et générateurs similaires de gaz, par procédé à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs	Y compris avec épurateurs	JA
21	B/V	8409.91	ex	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des n° 8407 ou 8408; reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par étincelles	Silencieux industriels	TC SG

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
22	LPA	8409.99	ex	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs des n° 8407 ou 8408; autres	Silencieux industriels	SG
23	CER	8410.11		Turbines et roues hydrauliques d'une puissance n'excédant pas 1 000 kW		EU
24	CER	8410.12		Turbines et roues hydrauliques d'une puissance excédant 1 000 kW mais n'excédant pas 10 000 kW		EU
25	CER	8410.13		Turbines et roues hydrauliques d'une puissance excédant 10 000 kW		EU
26	CER	8410.90		Turbines et roues hydrauliques; parties, y compris les régulateurs		EU
27	TEU	8413.60	ex	Pompes pour liquides, même comportant un dispositif mesureur; autres pompes volumétriques rotatives	Pompe de mélange submersible pour faire circuler l'eau dans le traitement des eaux usées; pompes à vis pour relèvement d'eaux usées	TC, HK, SG
28	TEU	8413.70	ex	Pompes pour liquides, même comportant un dispositif mesureur; autres pompes centrifuges	Pompes centrifuges doublées pour éviter la corrosion; pompes centrifuges pour relèvement d'eaux usées	TC, HK, SG
29	TEP	8413.81	ex	Pompes pour liquides, même comportant un dispositif mesureur; autres pompes	Pompes à turbine éolienne	NZ
30	S/A	8414.10		Pompes à vide		CA
31	LPA	8414.59		Ventilateurs (et séchoirs) autres que de table, de sol, plafonniers, de toitures ou de fenêtres, à moteur électrique incorporé d'une puissance n'excédant pas 125 W		CA
32	S/A	8414.80		Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes; autres		CA, SG
33	S/D	8417.80	ex	Fours industriels ou de laboratoires, y compris les incinérateurs, non électriques; autres que fours de boulangerie et fours pour le traitement des minerais	Incinérateurs de déchets	CA, CN, TC, CO, SG, EU
34	S/D	8417.90	ex	Parties de fours industriels ou de laboratoires, y compris les incinérateurs, non électriques	Parties d'incinérateurs de déchets	EU
35	CER	8419.19	ex	Autres chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation	Chauffe-eau solaires	EU
36	S/A	8419.40		Appareils de distillation ou de rectification		CA

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
37	C/E	8419.50		Échangeurs de chaleur		SG, EU
38	S/A	8419.60		Appareils et dispositifs pour la liquéfaction de l'air ou d'autres gaz		CA
39	S/A	8421.19		Centrifugeuses, y compris lesessoreuses centrifuges; autres qu'écrémeuses et essoreuses à linge		CA, EU
40	TEU	8421.21		Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides; pour la filtration ou l'épuration des eaux		CA, CN, HK, JA, CO, SG, EU
41	TEU	8421.29		Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides; autres		HK, JA, EU
42	LPA	8421.39		Appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz; autres		HK JA SG EU
43	S/A	8421.91	ex	Parties de centrifugeuses, y compris d'essoreuses centrifuges	Centrifugeuses, parties et accessoires; sauf essoreuses à linge et meubles pour essoreuses à linge	CA, EU
44	LPA	8421.99		Parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz		CA, JA, EU
45	ASR	8422.20		Machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients		JA
46	TEU	8428.33	ex	Autres appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises, autres, à bande ou à courroie	Transporteurs à bande ou à courroie en surface servant à transférer des solides ou des boues liquides entre des usines	SG
47	TEU	8436.80	ex	Autres machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture, l'aviculture ou l'apiculture	Systèmes de désherbage à eau chaude	NZ
48	S/D	8462.91	ex	Machines pour le travail des métaux, autres que les machines à poinçonner ou à gruger et les machines combinées à poinçonner et à cisailer	Déchiqueteurs/presses hydrauliques à métaux	CA
49	S/D	8472.90	ex	Autres machines et appareils de bureau	Déchiqueteuses à papier	CA
50	S/D	8474.10	ex	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver	Machines utilisées pour trier et laver le charbon	CA
51	ASR	8474.10	ex	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver	Matériel à régénérer les déchets de sable de fonderie	TC

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
52	ASR	8474.32	ex	Machines à mélanger les matières minérales au bitume	Matériel à recycler l'asphalte	TC
53	TEU	8479.82	ex	Machines à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser	Agitateurs pour le traitement des eaux usées	TC
54	ASR	8479.82	ex	Machines à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser	Autres que les machines à malaxer	EU
55	S/D	8479.89	ex	Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; autres	Presse à déchets radioactifs	CN
56	TEU	8479.89	ex	Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; autres	Compacteurs de déchets ménagers	EU
57	TEP	8479.90	ex	Parties de machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; autres	Parties de compacteurs de déchets ménagers	EU
58	CER	8502.31		Groupes électrogènes éoliens		EU
59	S/D	8505.90	ex	Électro-aimants; autres, y compris les parties	Électro-aimants	TC
60	S/D	8514.10	ex	Fours électriques industriels ou de laboratoires; à résistance (à chauffage indirect)	Incinérateurs de déchets ou autres appareils de traitement des déchets	CA, SG, EU
61	S/D	8514.20	ex	Fours électriques industriels ou de laboratoires; fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques	Incinérateurs de déchets ou autres appareils de traitement des déchets	CA, SG, EU
62	S/D	8514.30	ex	Fours électriques industriels ou de laboratoires; autres	Incinérateurs de déchets ou autres appareils de traitement des déchets	CA, SG, EU
63	S/D	8514.90	ex	Parties de fours électriques industriels ou de laboratoires ou d'autres appareils pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques	Parties d'incinérateurs de déchets	EU
64	CER	8541.40	ex	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière	Cellules solaires	CA, EU
65	TEU	8543.89	ex	Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; autres	Systèmes de production d'ozone	TC
66	A/N	8907.10	ex	Radeaux gonflables	Péniches gonflables pour la récupération des déversements accidentels d'hydrocarbures	NZ
67	A/N	8907.90	ex	Autres engins flottants	Barrages flottants de protection contre la pollution	NZ
68	S/A	9015.40		Instruments et appareils de photogrammétrie		CA

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
69	S/A	9015.80		Autres instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique, à l'exclusion des boussoles		JA
70	S/A	9015.90	ex	Parties et accessoires d'instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique, à l'exclusion des boussoles	Instruments de photogrammétrie; parties et accessoires pour les articles du n° 9015.40	CA
71	S/A	9022.29		Appareils utilisant les rayons X ou les radiations alpha, bêta ou gamma, à usage autre que médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire		CA
72	S/A	9022.90	ex	Appareils utilisant les rayons X ou les radiations alpha, bêta ou gamma, à usage autre que médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire	Parties et accessoires pour les articles du n° 9022.29	CA
73	S/A	9025.11		Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments: à liquide, à lecture directe		CA, JA, EU
74	S/A	9025.19		Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments: autres qu'à liquide, à lecture directe		CA, JA, EU
75	S/A	9025.80		Densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants similaires, thermomètres, pyromètres, baromètres, hygromètres et psychromètres, enregistreurs ou non, même combinés entre eux		CA, JA, EU
76	S/A	9025.90		Parties et accessoires de densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants similaires, thermomètres, pyromètres, baromètres, hygromètres et psychromètres, enregistreurs ou non, même combinés entre eux		CA, JA, EU
77	S/A	9026.10		Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit ou du niveau des liquides		CA, SG, EU
78	S/A	9026.20		Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression		CA, EU
79	S/A	9026.80		Autres instruments et appareils		EU
80	S/A	9026.90		Parties et accessoires pour les articles du n° 9026		EU

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
81	S/A	9027.10		Analyseurs de gaz ou de fumées		CA, CN, TC, CO, SG, EU
82	S/A	9027.20		Chromatographes et appareils d'électrophorèse		CA, TC, EU
83	S/A	9027.30		Spectromètres, spectrophotomètres et spectrographes utilisant les rayonnements optiques (UR, visibles, IR)		TC, EU
84	S/A	9027.40		Posemètres		EU
85	S/A	9027.50		Autres instruments et appareils utilisant les rayonnements optiques (UV, visibles, IR)		CA, EU
86	S/A	9027.80		Autres instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques		CA, TC, HK, SG, EU
87	S/A	9027.90		Microtomes; parties et accessoires		CA, EU
88	S/A	9028.10		Compteurs de gaz		JA, EU
89	S/A	9028.20		Compteurs de liquides		JA, EU
90	S/A	9028.30		Compteurs d'électricité		JA, EU
91	S/A	9028.90		Parties et accessoires pour les articles du n° 9028		JA, EU
92	S/A	9030.10		Instruments et appareils pour la mesure ou la détection des radiations ionisantes		JA, EU
93	S/A	9030.20		Oscilloscopes et oscillographes cathodiques		EU
94	S/A	9030.31		Multimètres		EU
95	S/A	9030.39		Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la tension, de l'intensité, de la résistance ou de la puissance, sans dispositif enregistreur		EU
96	S/A	9030.83		Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques, avec dispositif enregistreur		EU
97	S/A	9030.89		Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques		EU

	Catégorie	N° du SH		Désignation dans le SH à six chiffres	Spécification de produit additionnelle	Pays
98	S/A	9030.90	ex	Parties et accessoires (pour les articles désignés du n° 9030)		EU
99	S/A	9031.10		Machines à équilibrer les pièces mécaniques		EU
100	S/A	9031.20		Bancs d'essai		EU
101	S/A	9031.30		Projecteurs de profils		EU
102	S/A	9031.80		Autres instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre		EU
103	S/A	9031.90	ex	Parties et accessoires (pour les articles désignés du n° 9031)		EU
104	S/A	9032.10		Thermostats		EU
105	S/A	9032.20		Manostats (pressostats)		EU
106	S/A	9032.81		Instruments et appareils hydrauliques ou pneumatiques		EU
107	S/A	9032.89		Instruments pour la régulation ou le contrôle automatiques; autres		EU
108	S/A	9032.90		Parties et accessoires		EU
109	S/A	9033.00		Parties et accessoires non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre, pour machines, appareils, instruments ou articles du chapitre 90		EU

Membres ayant désigné les biens: Canada = CA Chine = CN Corée = CO États-Unis = EU Hong Kong, Chine = HK
 Japon = JA Nouvelle-Zélande = NZ Singapour = SG Taipei chinois = TC

A/N = Assainissement/nettoyage ASR = Autres systèmes de recyclage B/V = Lutte contre le bruit et les vibrations C/E = Gestion de la chaleur et de l'énergie
 CER = Centrales d'énergie renouvelable LPA = Lutte contre la pollution de l'air S/A= Surveillance/analyse S/D = Déchets solides/dangereux
 TEP = Traitement de l'eau potable TEU = Traitement des eaux usées

ANNEXE III.3

Importations de biens de protection de l'environnement

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	690310	690320	690390	690919	701710	701720	701790
Australie	992	15 327	6 063	17 839	703	1 669	4 497
Brunéi	571	0	0	0	0	0	0
Canada	2 566	15 769	10 560	21 907	1 969	7 958	7 592
Chili	568	1 937	1 160	1 501	433	800	1 630
Chine	959	2 407	9 873	354	300	74	1 740
Corée	25 780	12 895	13 767	28 097	445	109	5 709
États-Unis	7 868	39 691	44 915	24 699	7 623	2 894	18 529
Hong Kong, Chine	702	699	5 454	1 724	389	0	3 444
Indonésie	406	8 572	5 967	5 801	260	747	1 024
Japon	824	4 441	10 936	37 997	23 251	6 043	10 006
Malaisie	237	1 975	20 206	3 127	63	224	2 143
Mexique	3 204	21 014	9 692	1 766	3 404	524	1 647
Nouvelle-Zélande	342	1 932	1 083	808	72	323	1 709
Philippines	139	1 205	1 866	2 353	34	798	1 437
Singapour	48	196	10 188	975	830	756	3 290
Taipei chinois	4 070	2 205	18 328	12 176	2 906	1 527	927
Thaïlande	1 156	2 429	12 820	2 586	27	71	5 547
Total	60 432	132 694	182 878	169 110	42 709	24 517	70 871

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	840410	840420	840510	840991	840999	841011
Australie	11 735	724	223	188 386	126 264	63
Brunéi	230	0	963	3 350	0	0
Canada	4 402	2 004	3 251	1 340 707	329 335	0
Chili	1 544	31	8 149	15 120	38 445	128
Chine	63 666	7 763	7 046	177 005	249 550	366
Corée	31 382	5 481	45 535	161 177	436 119	618
États-Unis	2 524	3 765	3 300	2 573 652	905 562	1 241
Hong Kong, Chine	2 525	23	11 257	332 162	232 986	0
Indonésie	24 799	29 996	12 817	45 234	89 522	1 312
Japon	11 623	3 518	10 789	224 028	143 973	213
Malaisie	11 599	4 164	15 798	37 896	56 860	1 397
Mexique	4 125	203	9 026	492 785	178 185	88
Nouvelle-Zélande	3 590	622	5 116	12 445	19 618	24
Philippines	2 002	1 047	3 308	8 129	48 109	264
Singapour	17 989	1 496	5 624	77 747	308 477	89
Taipei chinois	23 930	975	8 212	192 869	22 761	86
Thaïlande	2 707	3 282	31 517	237 364	193 770	69
Total	241 754	70 575	181 931	6 120 056	3 379 536	6 020

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	841012	841013	841090	841360	841370	841381	841410	841459
Australie	0	158	710	29 481	34 404	36 133	10 860	50 951
Brunéi	0	0	485	51	739	0	402	748
Canada	187	1 253	15 853	147 913	100 832	83 428	34 756	175 164
Chili	0	9 957	1 127	8 016	31 104	6 203	4 160	13 707
Chine	1 146	23 634	13 421	7 971	61 569	144 825	30 048	60 885
Corée	6 211	9 283	1 298	86 402	131 403	108 226	97 234	75 683
États-Unis	299	3 432	37 025	241 580	212 748	151 938	359 916	449 553
Hong Kong, Chine	0	0	322	8 035	48 383	55 742	8 817	83 905
Indonésie	0	7 191	11 213	12 296	114 551	45 003	12 671	36 660
Japon	0	8	5 698	94 836	57 618	17 349	103 161	132 939
Malaisie	267	12	2 532	12 212	58 592	38 101	15 116	19 221
Mexique	28	2 110	16 208	54 196	37 639	20 526	14 048	28 357
Nouvelle-Zélande	903	7	1 015	1 762	19 574	14 635	2 674	12 388
Philippines	728	0	712	3 293	25 400	19 203	2 503	9 697
Singapour	19	0	1 936	9 801	96 375	117 758	26 681	48 487
Taipei chinois	0	0	2 271	28 469	65 840	30 916	70 078	67 056
Thaïlande	0	2 575	72	19 259	81 943	95 493	10 099	45 851
Total	9 788	59 620	111 898	765 573	1 178 714	985 479	803 224	1 311 252

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	841480	841780	841790	841919	841940	841950	841960	842119
Australie	112 141	2 025	14 587	94	1 944	49 332	114	11 044
Brunéi	0	0	28	0	3	66	0	0
Canada	167 636	13 105	34 361	11 801	2 809	98 392	2 473	18 945
Chili	21 602	4 845	6 201	516	9 276	14 852	1 944	8 125
Chine	252 910	69 391	23 998	1 290	63 632	98 529	23 825	65 181
Corée	335 702	62 425	41 405	10 327	22 123	119 148	18 222	66 517
États-Unis	464 027	19 637	72 178	81 398	36 737	145 273	36 725	76 796
Hong Kong, Chine	54 272	2 316	12 309	1 196	345	10 453	0	7 097
Indonésie	154 561	72 425	31 702	1 548	18 760	101 595	8 965	23 185
Japon	158 401	7 897	14 845	1 205	7 013	65 018	10 108	31 750
Malaisie	191 329	52 031	10 290	3 478	18 008	57 860	3 624	12 519
Mexique	81 599	9 654	11 098	2 446	9 466	55 174	11 500	19 249
Nouvelle-Zélande	15 137	791	326	575	399	7 285	18	3 062
Philippines	26 138	9 395	8 278	392	4 644	2 021	3 942	2 916
Singapour	240 445	42 130	8 430	1 597	7 382	68 320	4 212	18 263
Taipei chinois	123 358	151 549	18 520	4 323	43 408	26 020	27 295	12 429
Thaïlande	84 410	51 823	50 115	4 523	163 438	51 679	19 192	22 334
Total	2 483 668	571 439	358 671	126 709	409 387	971 017	172 160	399 412

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	842121	842129	842139	842191	842199	842220	842833	843680
Australie	26 421	55 986	44 583	4 456	40 783	4 983	5 278	18 515
Brunéi	882	0	0	176	0	0	0	0
Canada	53 957	66 353	399 224	16 553	143 546	3 233	21 953	65 672
Chili	15 703	10 669	35 025	1 641	15 631	2 369	63 510	7 261
Chine	108 121	83 253	55 570	4 401	40 135	29 220	128 808	11 584
Corée	70 400	123 080	132 437	8 022	118 991	17 849	39 129	14 597
États-Unis	154 486	168 079	529 549	40 292	486 502	29 783	65 680	112 372
Hong Kong, Chine	34 082	9 597	26 345	1 640	61 579	1 184	16 272	0
Indonésie	53 793	46 438	49 170	4 587	34 037	2 100	33 637	5 158
Japon	149 425	59 900	109 332	23 052	147 313	14 137	15 706	16 558
Malaisie	47 720	30 421	44 013	4 942	34 643	2 208	48 052	4 681
Mexique	50 813	41 390	93 173	12 683	95 708	11 098	38 592	8 020
Nouvelle-Zélande	6 824	8 521	10 417	1 640	7 359	790	6 467	8 123
Philippines	19 775	4 885	15 125	1 854	26 955	5 572	9 410	1 357
Singapour	29 187	34 380	55 547	4 131	83 835	795	7 882	386
Taipei chinois	36 704	26 730	91 263	6 472	87 782	6 470	12 295	3 359
Thaïlande	32 032	29 770	76 502	5 828	73 043	5 410	25 600	1 593
Total	890 325	799 452	1 767 275	142 370	1 497 842	137 201	538 271	279 236

Valeur (milliers de dollars EU)

Code du SH	847290	847410	847432	847982	847990	850231	850590	851410
Australie	39 292	8 911	1 146	17 555	83 823	114 400	5 265	3 358
Brunéi	0	126	210	0	0	s.o.	0	73
Canada	72 565	19 606	8 125	32 828	287 455	1 497	8 002	7 365
Chili	10 348	24 314	3 095	8 392	9 816	s.o.	762	2 294
Chine	26 686	24 870	30 112	137 342	400 548	16 379	77 380	41 361
Corée	54 021	12 839	3 939	151 295	670 446	1 793	14 537	150 197
États-Unis	944 538	68 765	1 090	113 473	647 004	290	246 828	47 393
Hong Kong, Chine	133 845	2 696	602	10 127	81 520	s.o.	9 115	18 647
Indonésie	28 883	21 134	2 014	0	40 771	8 864	2 135	10 931
Japon	116 483	9 740	128	60 867	464 050	2 928	127 815	10 805
Malaisie	23 109	13 608	6 781	42 763	303 584	s.o.	23 778	8 886
Mexique	26 500	13 599	6 178	26 045	88 751	s.o.	24 080	6 731
Nouvelle-Zélande	10 261	3 436	0	4 612	16 469	4 594	1 175	416
Philippines	15 208	4 821	1 521	8 774	391 141	s.o.	6 453	277
Singapour	40 123	15 196	988	16 498	596 822	396	19 342	6 648
Taipei chinois	29 546	52 533	4 036	19 680	217 709	s.o.	93 081	712
Thaïlande	42 671	5 549	16 999	63 844	68 628	s.o.	13 768	4 562
Total	1 614 079	301 743	86 964	714 095	4 568 537	151 141	673 536	321 156

Valeur (milliers de dollars EU)								
Code du SH	846291	851420	851430	851490	854140	854389	890710	890790
Australie	3 608	2 405	3 725	7 670	14 743	139 784	3 305	1 113
Brunéi	88	0	0	224	0	s.o.	1 070	0
Canada	9 055	4 759	14 565	24 197	76 461	222 810	1 765	6 931
Chili	1 093	353	5 250	668	1 838	s.o.	446	422
Chine	64 860	24 857	88 577	23 778	83 601	233 054	1 074	1 837
Corée	25 102	35 076	116 520	63 235	148 731	253 563	620	7 649
États-Unis	102 000	16 430	114 894	107 631	749 420	1 056 311	9 474	11 835
Hong Kong, Chine	11 225	2 896	1 358	5 300	215 784	s.o.	1 235	1 793
Indonésie	24 085	7 917	10 576	4 100	3 756	5 395	617	17 071
Japon	10 040	7 767	10 177	13 565	238 070	1 354 472	1 891	4 076
Malaisie	59 645	2 807	51 811	25 160	91 275	s.o.	1 220	4 538
Mexique	9 103	7 389	20 433	4 071	64 052	s.o.	574	788
Nouvelle-Zélande	561	744	1 104	932	4 333	35 481	627	1 069
Philippines	3 407	272	7 465	3 327	8 581	s.o.	562	1 169
Singapour	11 352	1 712	38 547	19 869	278 894	252 337	8 494	2 947
Taipei chinois	3 423	336	26 467	2 510	114 926	s.o.	914	335
Thaïlande	41 520	6 234	42 007	3 773	33 372	s.o.	93	13 944
Total	380 177	121 954	553 476	310 030	2127837	3 553 207	33 981	77 517

IV. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: JOUETS

Historique

37. Lorsque les membres de l'APEC ont été invités, au milieu de 1997, à désigner des secteurs pour le processus de libéralisation volontaire et rapide, la Chine et Hong Kong, Chine ont proposé le secteur des jouets, tout en indiquant des produits légèrement différents. Les États-Unis et Singapour ont ensuite exprimé un vif intérêt pour ce secteur. Après un nouvel examen de la question, les quatre membres ont décidé d'établir une proposition commune, en élargissant la liste des produits visés à l'ensemble des catégories 9501 à 9505 du SH. Largement soutenue par les autres membres de l'APEC, cette proposition a été choisie par les ministres de l'APEC réunis à Vancouver en novembre 1997 pour figurer parmi les neuf secteurs à libéraliser rapidement. Il a ensuite été convenu que le coordonnateur de ce secteur serait Hong Kong, Chine.

38. Les produits visés par cette initiative de libéralisation accélérée des droits de douane concernant les jouets sont les mêmes que dans l'arrangement "zéro pour zéro" négocié entre les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Japon et la Corée durant le Cycle d'Uruguay. Toutefois, les participants à cet arrangement n'avaient pas choisi la même portée concernant les produits ni les mêmes périodes de mise en œuvre. La présente initiative s'inspire de l'arrangement "zéro pour zéro" du Cycle d'Uruguay afin d'accroître le nombre de participants et de supprimer les droits de douane sur tous les produits visés.

Produits visés

39. La proposition concerne tous les jeux et jouets relevant des catégories 9501 à 9505 du SH. Elle inclut les jouets à roues conçus pour être montés par les enfants (SH 9501), les poupées représentant uniquement l'être humain (SH 9502), les autres jouets, modèles réduits et modèles similaires pour le divertissement, animés ou non, puzzles de tout genre (SH 9503), les articles pour jeux de société (SH 9504) et les articles pour fêtes, carnaval ou autres divertissements (SH 9505).

Obstacles au commerce existant dans le secteur

40. Les principaux obstacles existant dans le secteur des jouets sont des droits de douane élevés et des crêtes tarifaires. En ce qui concerne les obstacles non tarifaires, les normes de sécurité sont un sujet de préoccupation.

Incidence

41. La libéralisation de ce secteur augmentera les possibilités d'échanges et d'affaires pour les fabricants, les négociants et les investisseurs, contribuant ainsi à la croissance économique. D'un point de vue plus large, elle favorisera la concurrence par les prix, stimulera la création de nouveaux produits et élargira le choix offert au consommateur, contribuant ainsi au bien-être de la communauté mondiale dans son ensemble.

42. Les membres de l'APEC ont des intérêts commerciaux importants dans ce secteur. On trouvera à l'annexe IV.1 quelques statistiques sur les principaux exportateurs et importateurs de jouets.

Objectifs de la proposition

43. La proposition a pour objet de supprimer entièrement les droits de douane sur tous les produits relevant des catégories 9501 à 9505 du SH, de préférence pour l'an 2000, et au plus tard en 2005. Tous les pays participants devront s'efforcer d'atteindre les objectifs fixés, mais, dans certaines circonstances et de façon ponctuelle, le délai de suppression des droits pourra être étendu. Les objectifs précités ont été approuvés à deux reprises par les ministres de l'APEC: à Kuching en juin 1998 et à Kuala Lumpur en novembre 1998.

Acceptation des objectifs

44. La proposition relative aux jouets bénéficie d'un large soutien parmi les membres de l'APEC. Ainsi que le montre l'annexe D du document WT/GC/W/138, l'Australie, le Canada, les États-Unis, Hong Kong, Chine, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour et le Taipei chinois ont accepté ces objectifs pour 90 pour cent au moins des lignes tarifaires. Les autres membres se sont engagés à abaisser progressivement leurs droits ou à les supprimer sur une période plus longue.

45. Les ministres de l'APEC réunis à Kuala Lumpur en novembre 1998 sont convenus qu'il fallait accélérer et mettre à profit ces progrès en 1999. On compte que les membres de l'APEC amélioreront encore leurs offres, tandis que les non-membres seront invités à s'associer à cette initiative.

ANNEXE IV.1

Principaux exportateurs et importateurs de jouets

Produits visés : SH 9501 à 9505

	Importations (milliers de dollars EU)	Part des importations mondiales (pourcentage)	Exportations (milliers de dollars EU)	Part des exportations mondiales (pourcentage)	Droit moyen consolidé (pourcentage)	Droit NPF moyen	
Monde	29 895 830	100,00	27 220 619	100,00	-	-	-
Australie	391 279	1,31	58 776	0,22	13,27	4,23	1998
Brunéi	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	23,33	2,41	1998
Canada	964 346	3,23	300 465	1,10	0,36	1,02	1998
Chili	107 433	0,36	7 706	0,03	25,00	11,00	1998
Chine	335 838	1,12	4 587 980	16,85	s.o.	16,30	1999
Corée	343 847	1,15	275 548	1,01	3,85	8,87	1998
États-Unis	10 266 166	34,34	1 848 580	6,79	0,00	0,00	1998
Hong Kong, Chine	5 129 336	17,16	9 768 122	35,89	non consolidé	0,00	1998
Indonésie	30 143	0,10	315 778	1,16	40,00	18,18	1998
Japon	1 368 375	4,58	1 695 348	6,23	1,43	3,10	1998
Malaisie	87 670	0,29	333 006	1,22	16,49	11,63	1998
Mexique	231 378	0,77	618 053	2,27	non consolidé	17,30	1997
Nouvelle- Zélande	92 164	0,31	12 043	0,04	25,84	6,81	1999
Papouasie- Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	42,73	46,36	1998
Philippines	42 293	0,14	170 026	0,62	non consolidé	16,36	1998
Singapour	247 136	0,83	305 948	1,12	non consolidé	0,00	1998
Taipei chinois	304 550	1,02	901 281	3,31	s.o.	6,64	1998
Thaïlande	50 724	0,17	476 704	1,75	30,00	20,00	1998
Total des 18 pays de l'APEC	19 992 678	66,87	21 675 364	79,63	-	-	-
	UE+18 pays de l'APEC:	95,04	UE+18 pays de l'APEC:	97,79			
Fédération de Russie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-
Pérou	57 894	0,19	694	0,00	30,00	12,00	1997
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-
<i>10 premiers non-membres de l'APEC:</i>							
1. UE	8 421 780	28,17	4 942 613	18,16	1,26	4,60	1998
2. Suisse	383 755	1,28	264 045	0,97	1,93 + FS 41,48/100kg	FS 46,35/100kg	1996
3. Norvège	150 227	0,50	5 865	0,02	non consolidé	5,98	1996
4. Argentine	113 046	0,38	16 270	0,06	non consolidé	21,30	1997
5. Pologne	106 802	0,36	61 956	0,23	12,21	15,50	1996
6. Brésil	100 325	0,34	18 795	0,07	35,00	20,00	1995
7. Israël	80 353	0,27	17 687	0,06	16,00	16,30	1993
8. Afrique du Sud	58 165	0,19	3 340	0,01	30,00	3,80	1997
9. Colombie	45 118	0,15	7 780	0,03	non consolidé	19,00	1997
10. Venezuela	44 252	0,15	3 094	0,01	40,00	19,80	1997

V. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: POISSONS ET PRODUITS DE LA PÊCHE

Historique

46. À l'été de 1997, répondant aux ministres du commerce extérieur de l'APEC qui avaient demandé que des secteurs industriels soient désignés en vue d'une libéralisation accélérée des échanges au sein de l'APEC, cinq membres – Brunéi Darussalam, Canada, Indonésie, Nouvelle-Zélande et Thaïlande – ont désigné le secteur des poissons et des produits de la pêche. Ils ont ensuite approuvé une approche groupée pour ce secteur, en vue d'une libéralisation complète d'ici à la fin de 2005.

47. Lors de la réunion des dirigeants économiques de l'APEC qui s'est tenue en novembre 1997, le secteur des poissons et des produits de la pêche a été l'un des neuf secteurs approuvés pour la libéralisation accélérée des échanges. Des experts techniques se sont réunis à diverses reprises en 1998, sous la direction générale de la Malaisie (pays hôte de l'APEC cette année-là) et du Président du Comité du commerce et de l'investissement de l'APEC, pour (entre autres) élaborer les détails de cette proposition de libéralisation. La proposition définitive, qui a été présentée aux dirigeants de l'APEC réunis à Kuala Lumpur en novembre 1998, consistait en une initiative complète incluant des engagements relatifs aux six éléments suivants:

- 1) droits de douane;
- 2) mesures non tarifaires;
- 3) subventions;
- 4) mesures sanitaires et phytosanitaires;
- 5) coopération économique et technique;
- 6) coopération internationale dans la gestion des pêches de la région de l'APEC.

48. Les travaux se poursuivent à l'APEC sur les cinq derniers éléments, les ministres de l'APEC étant convenus de renvoyer à l'OMC l'élément tarifaire de la proposition, afin que la participation à l'initiative soit élargie aux autres Membres de l'OMC.

Obstacles au commerce existant dans le secteur

49. Le commerce mondial des poissons et des produits de la pêche est entravé par une série de mesures commerciales, qui sont notamment les suivantes: droits de douane; mesures non tarifaires telles que les licences d'importation, les restrictions quantitatives (y compris les contingents tarifaires) et les réglementations sanitaires (concernant la santé des personnes ou des animaux); et subventions à l'exportation qui déforment les échanges. Le niveau des droits de douane diffère beaucoup entre les divers membres de l'APEC, les taux effectivement appliqués allant de 0 à 80 pour cent. Une étude du Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique (PECC) a révélé que, dans la région de l'APEC, les droits de douane sur les produits de la pêche étaient (en moyenne) plus élevés de 15 pour cent que les droits sur les produits agricoles.

50. La plupart des observateurs seraient d'accord pour dire que, dans le domaine des poissons, la libéralisation des droits décidée au cours des précédentes négociations bilatérales n'a pas été à la hauteur de la libéralisation décidée dans de nombreux autres secteurs.

La proposition de libéralisation accélérée des droits de douane pour les poissons et les produits de la pêche

51. La proposition élaborée par les membres de l'APEC équivaut à une approche zéro pour zéro.

Participation

52. Jusqu'à présent, 15 membres de l'APEC ont pris une part active aux discussions sur la libéralisation du commerce des poissons, dont l'ensemble des membres de l'ANASE ainsi que la Chine, la Corée et le Taipei chinois.

Produits visés

53. La proposition concerne la quasi-totalité des poissons et des produits de la pêche, qui correspondent à 108 lignes tarifaires à six chiffres du SH, à savoir:

Chapitre 3

toutes les positions allant du n° 0301 au n° 0307 (c'est-à-dire les poissons vivants, les poissons frais, réfrigérés, congelés, salés, séchés et fumés, les crustacés et les mollusques);

ex Chapitre 5

certaines positions du numéro 0511 (poissons, crustacés et mollusques impropres à l'alimentation humaine);

ex Chapitre 16

certaines positions du numéro 1603 (graisses et huiles de poissons);
toutes les positions du n° 1604 (préparations et conserves de poissons);
toutes les positions du n° 1605 (crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés);

ex Chapitre 23

certaines positions du n° 2301 (farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets);
certaines positions du n° 2309 (aliments pour animaux).

Actions proposées

54. Il s'agit de supprimer la plupart des droits de douane sur une période de six ans: les droits inférieurs ou égaux à 20 pour cent seraient supprimés en quatre ans, et un délai plus long serait autorisé pour un pourcentage déterminé des positions tarifaires. La suppression se ferait de façon linéaire.

Principaux exportateurs et importateurs

55. On trouvera ci-après un tableau indiquant les exportations, les importations et la part relative des membres de l'APEC dans le commerce des produits de la pêche.

Tableau V.1

Libéralisation accélérée des droits de douane – Secteur des poissons et des produits de la pêche
Chiffres du commerce extérieur en 1996

	Importations (milliers de dollars EU)	Pourcentage des importations mondiales	Exportations (milliers de dollars EU)	Pourcentage des exportations mondiales
Monde	54 871 452		54 871 452	
Australie	464 342	0,85	899 156	1,64
Brunéi	20 141	0,04	37	0,00
Canada	1 137 283	2,07	2 464 937	4,49
Chili	45 549	0,08	1 835 899	3,35
Chine	1 080 409	1,97	2 939 070	5,36
Corée	983 359	1,79	1 536 763	2,80
États-Unis	6 918 165	12,61	3 515 036	6,41
Fédération de Russie	711 301	1,30	2 562 543	4,67
Hong Kong, Chine	1 725 174	3,14	601 759	1,10
Indonésie	201 097	0,37	1 716 015	3,13
Japon	16 006 132	29,17	722 036	1,32
Malaisie	396 287	0,72	327 399	0,60
Mexique	103 928	0,19	705 585	1,29
Nouvelle-Zélande	48 362	0,09	837 877	1,53
Papouasie- Nouvelle-Guinée	9 959	0,02	25 687	0,05
Pérou	6 371	0,01	1 204 879	2,20
Philippines	127 788	0,23	447 184	0,81
Singapour	589 068	1,07	547 700	1,00
Taipei chinois	1 019 801	1,86	1 446 768	2,64
Thaïlande	478 915	0,87	3 853 014	7,02
Viet Nam	12 716	0,02	611 923	1,12
Total des pays de l'APEC	32 073 431	58,45	28 189 344	51,37

Source: Statistique Canada - World Trade Analyser.

VI. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: APPAREILS ET INSTRUMENTS MÉDICAUX

Introduction

56. La santé publique est un sujet important pour les pays développés comme pour les pays en développement – elle fait partie de l'infrastructure sociale de base. Encourager le commerce des appareils et instruments médicaux en abaissant ou en supprimant les obstacles apporterait des avantages économiques et sociaux à tous les pays. La libéralisation des droits de douane dans le secteur de la santé permettrait aux entreprises de mettre au point des technologies économiques et de grande valeur, qui soutiendraient les mesures de limitation des dépenses intérieures. Elle faciliterait aussi le développement du système de santé national.

57. Les membres de l'APEC représentent environ 45 pour cent des exportations et 47 pour cent des importations mondiales d'appareils et instruments médicaux. Il y a donc des débouchés importants pour ce secteur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'APEC. Un certain nombre de non-membres de l'APEC ont des intérêts importants dans l'exportation de ces articles. L'UE, par exemple, représente 48 pour cent des exportations et 40 pour cent des importations mondiales dans ce domaine. Il y a en outre des débouchés importants et en croissance rapide en dehors de l'APEC, notamment en Suisse, au Brésil et en Israël.

58. L'intérêt grandissant manifesté au niveau mondial pour la libéralisation de ce secteur apparaît dans le fait que plusieurs grands pays ont participé à une initiative "zéro pour zéro" concernant les appareils médicaux durant le Cycle d'Uruguay. Les neuf signataires de l'accord étaient les suivants: Canada, États-Unis, Hong Kong, Islande, Japon, Norvège, Singapour, Suisse et UE. Les participants au Cycle d'Uruguay se sont aussi déclarés très intéressés par la possibilité d'une initiative zéro pour zéro dans le secteur des instruments scientifiques.

Historique concernant le secteur des appareils et instruments médicaux

59. On rappelle brièvement dans les paragraphes ci-dessous les événements qui ont conduit à la formulation de l'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane pour le secteur des appareils et instruments médicaux.

60. Lorsque les ministres de l'APEC ont demandé, au milieu de 1997, que des secteurs soient désignés pour le processus de libéralisation volontaire et rapide, quatre membres – États-Unis, Japon, Singapour et Thaïlande – ont désigné des articles de ce secteur. Ces désignations ont ensuite été groupées et affinées, avant d'être présentées aux ministres réunis à Vancouver en novembre 1997 sous la forme d'une proposition commune des États-Unis et de Singapour relative aux "appareils et instruments médicaux", d'une proposition du Japon relative aux "appareils scientifiques" et d'une proposition de la Thaïlande relative aux "matériel et appareils médicaux".

61. Sur les 41 secteurs qui leur ont été présentés à Vancouver, les ministres ont déterminé les 15 secteurs les plus soutenus par les membres de l'APEC. Le secteur des "appareils et instruments médicaux" en faisait partie.

Produits visés et incidence

62. La proposition de libéralisation accélérée des droits de douane pour les appareils et instruments médicaux concerne des articles qui vont du simple thermomètre fabriqué dans les pays en développement à des produits de haute technologie tels que les appareils de radiologie/tomodensitométrie fabriqués par les pays développés.

Les articles visés sont les suivants:

- substances diagnostiques *in vitro* et *in vivo*: SH 2844.40
- réactifs composés: SH 3822
- stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoires et leurs parties: SH 8419.20, ex SH 8419.90
- fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides et leurs parties: SH 8713, SH 8714.20
- instruments chirurgicaux et médicaux: SH 9018
- appareils électromédicaux et électrothérapeutiques: SH 9019
- appareils et fournitures d'orthopédie, de prothèse et de chirurgie: SH 9021
- appareils et tubes à rayons X et appareils connexes d'irradiation: SH 9022
- instruments, appareils et modèles conçus pour la démonstration: SH 9023

- machines et appareils d'essais: SH 9024
- densimètres, aréomètres, pèse-liquides, thermomètres, baromètres: SH 9025
- instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle: SH 9026
- instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques: SH 9027
- compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité: SH 9028
- oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments: SH 9030
- instruments de mesure ou de contrôle, n.d.a.: SH 9031
- instruments pour la régulation ou le contrôle automatiques: SH 9032
- meubles pour la médecine et la chirurgie et leurs parties: SH 9402.10, SH 9402.90

63. Le but de l'élément tarifaire de la proposition est de supprimer les droits de douane sur les produits précités. On estime que la suppression des droits sur le commerce mondial de ces produits permettrait d'économiser jusqu'à 3,3 milliards de dollars. Elle favoriserait le commerce des appareils et instruments médicaux, permettant ainsi de répondre à la demande croissante de soins de qualité et d'accès aux dispositifs et diagnostics médicaux les plus modernes. L'ouverture des marchés aurait aussi pour effet de créer des emplois et d'augmenter les salaires dans le secteur, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

Objectifs de la proposition relative aux droits de douane

64. L'objectif de la proposition relative aux droits de douane pour les appareils et instruments médicaux est de supprimer les droits sur tous les produits susmentionnés d'ici au 1^{er} janvier 2001. Il a été approuvé par les ministres de l'APEC à Kuching en juin 1998, puis à Kuala Lumpur en novembre 1998.

Acceptation des objectifs

65. Sur les 16 membres de l'APEC qui participent à cette proposition, sept – Australie; Canada; États-Unis; Hong Kong, Chine; Japon; Nouvelle-Zélande; et Singapour – se sont dits prêts à atteindre l'objectif de suppression des droits d'ici au mois de janvier 2001 pour tous les produits. Trois – Corée, Malaisie et Papouasie-Nouvelle-Guinée – se sont dits prêts à l'atteindre pour plus de 65 pour cent des lignes tarifaires. Les autres ont demandé une souplesse en ce qui concerne l'année-butoir ou le taux final.

66. Les ministres de l'APEC sont convenus, lors de la réunion qu'ils ont tenue à Kuala Lumpur en novembre 1998, que les membres pourraient décider librement de mettre en œuvre immédiatement leurs engagements tarifaires. Ils ont aussi admis qu'il fallait accélérer et mettre à profit ces progrès en 1999 en élargissant la participation au-delà de l'APEC afin que la libéralisation soit le plus bénéfique possible. Les membres de l'APEC ont été encouragés à améliorer leur participation à la proposition tarifaire, et les non-membres ont été invités à s'y associer.

Principaux exportateurs et importateurs

67. Les principaux exportateurs et importateurs des produits appartenant au secteur des appareils et instruments médicaux sont indiqués à l'annexe VI.1.

Autres obstacles au commerce

68. Outre l'élément tarifaire, les membres de l'APEC qui participent à l'initiative sont convenus d'un plan de travail relatif aux mesures non tarifaires qui entravent le commerce dans le secteur des appareils et instruments médicaux. Ils ont décidé de réaliser une étude sur la transparence afin de recenser, pour le 31 juillet 1999, les mesures non tarifaires et d'élaborer, pour le 31 décembre 1999, un plan de travail visant à y remédier.

ANNEXE VI.1

Appareils et instruments médicaux

Produits visés: SH 2844.40, 3822, 8419.20, ex 8419.90, 8713, 8714.20, 9018, 9019, 9021, 9022, 9023, 9024, 9025, 9026, 9027, 9028, 9030, 9031, 9032, 9402.10, 9402.90

	Importations (milliers de dollars EU)	Exportations (milliers de dollars EU)	Part des importations (pourcentage)
Monde	99 187 402	94 526 697	100,00
Australie	1 747 288	414 161	1,76
Brunéi	s.o.	s.o.	s.o.
Canada	3 754 179	1 643 896	3,78
Chili	240 962	7 791	0,24
Chine	2 280 260	606 705	2,30
Corée	4 671 452	462 825	4,71
États-Unis	13 143 894	24 805 577	13,25
Hong Kong, Chine	1 755 825	126 458	1,77
Indonésie	557 884	30 451	0,56
Japon	7 719 233	10 178 720	7,78
Malaisie	1 133 387	407 566	1,14
Mexique	1 734 310	1 371 028	1,75
Nouvelle-Zélande	303 713	74 320	0,31
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.	s.o.
Philippines	350 613	40 248	0,35
Singapour	1 809 525	1 428 520	1,82
Taipei chinois	2 638 037	494 660	2,66
Thaïlande	1 440 615	s.o.	1,45
APEC	45 281 177	42 092 925	45,65
Fédération de Russie	1 497 312	192 984	1,51
Pérou	123 529	1 366	0,12
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.
1. UE	39 608 785	45 671 583	39,93
2. Suisse	1 871 335	4 011 668	1,89
3. Brésil	1 564 080	150 743	1,58
4. Turquie	792 480	33 531	0,80
5. Pologne	760 140	135 355	0,77
6. Afrique du Sud	739 765	96 505	0,75
7. République tchèque	722 474	190 897	0,73
8. Norvège	686 537	399 927	0,69
9. Israël	632 855	749 880	0,64
10. Argentine	543 948	49 719	0,55

Sources: - Base de données COMTRADE de l'ONU, 1996.
- Pour le Taipei chinois: Bulletin mensuel de statistique des importations et des exportations de 1996.

Notes: - La base de données COMTRADE ne comporte pas de données pour le Brunéi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Taipei chinois.
- Les valeurs du commerce mondial total ont été établies sur la base des importations de 95 pays et des exportations de 89 pays; elles ont été ajustées de manière à inclure les échanges avec le Taipei chinois.

* Les statistiques du commerce des divers pays n'ont pas été ajustées de manière à inclure les échanges avec le Taipei chinois.

s.o.: sans objet/données non disponibles.

VII. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: PIERRES PRÉCIEUSES ET BIJOUX

Historique

69. Répondant aux ministres de l'APEC qui avaient demandé en 1997 que des secteurs soient désignés en vue d'une libéralisation volontaire et rapide, la Thaïlande, à laquelle s'est ensuite joint le Taipei chinois, a désigné le secteur des pierres précieuses et bijoux, qui comprend l'ensemble du chapitre 71. La plupart des membres de l'APEC ont apporté un soutien effectif et pris une part active à l'élaboration de la proposition, montrant ainsi qu'ils sont favorables à une libéralisation des droits de douane dans ce secteur.

Obstacles au commerce

70. Le principal obstacle au commerce des pierres précieuses et bijoux reste, dans la plupart des membres de l'APEC, les droits de douane. Toutefois, lorsqu'on décompose ce secteur en trois, à savoir les pierres précieuses (7101 à 7105), les métaux (7106 à 7112) et les bijoux (7113 à 7118), il apparaît clairement que les taux moyens sont nettement plus bas pour les pierres précieuses que pour les métaux et les bijoux.

Incidence

71. La proposition, qui concerne l'ensemble du chapitre 71, vise à développer les échanges et l'investissement en réduisant ou supprimant les droits de douane. Elle a aussi pour but de favoriser l'emploi de travailleurs qualifiés et de promouvoir le tourisme en accroissant la demande de produits de luxe dans le monde.

Objectifs de la proposition relative aux droits de douane

72. La proposition, qui concerne l'ensemble du chapitre 71, consiste à ramener les droits à des taux compris entre 0 et 5 pour cent d'ici à 2005. Cet objectif a été approuvé à deux reprises par les ministres de l'APEC: à Kuching en juin 1998 et à Kuala Lumpur en novembre 1998.

Acceptation des objectifs

73. Parmi les neuf secteurs prioritaires approuvés par les ministres en novembre 1998, celui des pierres précieuses et bijoux a suscité la réaction la plus prometteuse. La plupart des membres se sont dits prêts à atteindre les objectifs proposés. Les membres suivants les ont acceptés: Australie; Brunéi; Canada; Corée; États-Unis; Hong Kong, Chine; Nouvelle-Zélande; Singapour; Taipei chinois et Thaïlande. Les autres membres participants ont réservé leur position pour certaines lignes tarifaires.

ANNEXE VII.1

Pierres précieuses et bijoux

Produits visés: SH 71

	Importations (milliers de dollars EU)	Exportations (milliers de dollars EU)	Droit moyen consolidé (pourcentage)	Droit NPF (pour- centage)	Année	Part des importations mondiales
Monde*	91 346 216	75 295 564	-	-	-	100,00
Australie*	866 523	4 429 053	5,23	1,13	1998	0,95
Brunéi	601 938	132 575	23,77	3,00	1998	0,66
Canada*	1 321 398	2 944 238	2,53	2,92	1998	1,45
Chili*	10 706	592 715	35,00	11,00	1998	0,01
Chine*	403 890	1 267 002	s.o.	16,60	1999	0,44
Corée*	6 037 361	5 805 797	7,25	4,49	1998	6,61
États-Unis*	17 134 700	883 915	2,13	0,00	1998	18,76
Hong Kong, Chine*	7 189 537	3 052 381	0,00	0,00	1998	7,87
Indonésie*	94 184	418 219	38,46	13,00	1998	0,10
Japon*	7 682 876	1 274 883	1,10	1,11	1998	8,41
Malaisie*	1 020 328	638 995	10,19	2,80	1998	1,12
Mexique*	201 963	784 158	35,00	8,67	1997	0,22
Nouvelle-Zélande*	59 349	206 185	5,08	2,60	1999	0,06
Papouasie-Nouvelle- Guinée	897	314 673	s.o.	52,00	1998	0,00
Philippines*	53 973	295 530	25,96	5,93	1998	0,06
Singapour*	4 489 617	1 341 635	1,51	0,00	1998	4,91
Taipei chinois	1 478 661	249 916	s.o.	1,20	1998	1,62
Thaïlande*	1 891 018	2 214 831	1,75	20,00	1998	2,07
Total des 18 membres de l'APEC	50 538 919	34 802 611	-	-	-	55,33
				UE + 18 membres de l'APEC		95,04
Fédération de Russie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-	s.o.
Pérou	5 861	896 221	21,72	s.o.	1993	0,01
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-	s.o.
1. UE	38 063 243	32 476 523	0,60	s.o.	1995	41,67
2. Suisse	4 456 411	4 427 799	0,08	s.o.	1995	4,88
3. Norvège	133 273	103 817	0,72	s.o.	1995	0,15
4. Hongrie	17 524	18 968	8,05	s.o.	1995	0,02
5. Pologne	22 793	184 844	18,05	s.o.	1995	0,02
6. Islande	4 451	9 258	7,36	s.o.	1995	0,00
7. République tchèque	64 075	96 056	2,37	s.o.	1995	0,07
8. Israël	5 424 250	7 240 449	6,18	s.o.	1995	5,94
9. Turquie	42 271	120 158	3,33	s.o.	1995	0,05

VIII. LIBÉRALISATION ACCÉLÉRÉE DES DROITS DE DOUANE: PRODUITS FORESTIERS

Historique

74. L'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane est née durant le Cycle d'Uruguay, lorsque le Canada et les États-Unis ont proposé la suppression des droits de douane sur les produits du bois. Cette proposition a été vigoureusement soutenue par la Nouvelle-Zélande. L'objectif n'a pas été atteint, mais un arrangement "zéro pour zéro" a été négocié pour les produits à base de papier (chapitres 47, 48 et 49 du SH) entre les États-Unis, le Canada, le Japon, l'UE, la Corée et la Nouvelle-Zélande.

75. Lorsque les ministres de l'APEC ont demandé, au milieu de 1997, que des secteurs soient désignés pour le processus de libéralisation volontaire et rapide, quatre pays - États-Unis, Canada, Indonésie et Nouvelle-Zélande - ont désigné le secteur des produits forestiers. Ces quatre propositions ont été fusionnées en une seule au mois de septembre 1997, et la Nouvelle-Zélande a accepté d'en être le coordonnateur. L'Indonésie, les États-Unis et le Canada sont restés des défenseurs actifs de cette proposition dans un rôle de coauteurs, et ils continuent à en coordonner divers éléments dans les domaines des mesures non tarifaires, des normes de construction et de la coopération économique et technique, qui continuent de progresser au sein de l'APEC.

Obstacles au commerce existant dans le secteur

76. Le secteur se heurte à une série d'obstacles, dont les droits de douane et la progressivité des droits sont parmi les plus importants. Pour une explication complète de ces obstacles, nous recommandons une étude publiée par la FAO en 1998, *Trade Restrictions and Their Impact on International Trade in Forest Products*, disponible sous forme imprimée ou sur le site Web de la FAO, www.fao.org/ur.

77. Cette étude met en relief le fait que, dans les pays développés, les droits applicables à ces produits sont assez faibles, mais que, pour certains produits, ils restent élevés et créent des obstacles importants au commerce. C'est notamment le cas des panneaux, des articles de menuiserie du bâtiment et des meubles. Dans la plupart des pays développés, les droits sont généralement inférieurs à 5 pour cent, alors qu'ils sont beaucoup plus élevés pour certains produits (couramment entre 10 et 15 pour cent). Dans les pays en développement, les droits sont beaucoup plus élevés puisqu'ils sont couramment compris entre 10 et 60 pour cent.

Incidence

78. La proposition concerne l'ensemble des produits forestiers: depuis les colophanes (ex 3804) jusqu'aux rondins et articles en bois (44), articles en rotin (ex 46), pâtes à papier, papiers et produits à base de papier (47, 48 et 49), meubles en bois (ex 9401, ex 9403) et constructions préfabriquées en bois (ex 9406). Elle vise à supprimer les droits de douane sur tous ces produits en éliminant la progressivité encore très présente dans ce secteur. Le but est d'accélérer la croissance économique, d'améliorer la concurrence par les prix, de développer les infrastructures, de promouvoir l'innovation et la productivité et d'élargir ainsi le choix offert au consommateur. La libéralisation aidera à rendre le secteur moins vulnérable ou moins sensible aux fluctuations conjoncturelles, favorisera les économies d'échelle, permettra au secteur de mieux répondre à l'évolution de la demande mondiale et encouragera l'investissement industriel destiné à améliorer la productivité, à profiter des nouveaux débouchés et à résoudre les questions de protection de l'environnement. Elle favorisera aussi la gestion durable des ressources forestières, dans l'intérêt des pays développés aussi bien que des pays en développement. Il est évident que son incidence sera directement fonction de la mesure dans laquelle le commerce de ces produits pourra être libéralisé.

Objectifs de la proposition relative aux droits de douane

79. Comme il existait un accord zéro pour zéro concernant les produits à base de papier, les disciplines proposées pour ces produits sont différentes de celles qui ont été proposées pour le bois et les ouvrages en bois. La proposition est: ex chapitre 38, chapitre 44, ex 9401, ex 9403 et ex 9406.

80. Conversion des droits spécifiques en équivalents *ad valorem*.

81. Les réductions tarifaires linéaires commenceront par la suppression au 1^{er} janvier 2002 des droits appliqués par les pays développés. Les pays en développement devront s'efforcer d'atteindre le même objectif, mais ils pourront, dans certaines circonstances et de façon ponctuelle, reporter la suppression de leurs droits au 1^{er} janvier 2004.

Chapitres 47, 48 et 49

82. Les parties à l'arrangement zéro pour zéro conclu durant le Cycle d'Uruguay se sont engagées à supprimer les droits dès le 1^{er} janvier 2000. Les autres s'efforceront d'atteindre le même objectif, mais les pays en développement pourront, de façon ponctuelle, reporter cette suppression jusqu'au 1^{er} janvier 2002 pour un nombre limité de produits.

83. Les objectifs précités ont été approuvés à deux reprises par les ministres de l'APEC: à Kuching en juin 1998 et à Kuala Lumpur en novembre 1998.

Acceptation des objectifs

84. Comme les ministres de l'APEC l'ont constaté à leur réunion du mois de novembre, des progrès ont été accomplis en 1998 vers la réalisation des objectifs en question. Ainsi que le montre l'annexe D du document WT/GC/W/138, l'Australie, le Canada, les États-Unis, Hong Kong, la Nouvelle-Zélande et Singapour ont accepté ces objectifs pour la quasi-totalité des produits. Le Brunéi, l'Indonésie et la Malaisie les ont acceptés pour plus de 70 pour cent des lignes tarifaires. Les autres membres n'ont pu en faire autant mais ont accepté l'objectif de la suppression des droits pour la plupart des lignes tarifaires, quoique à des dates plus éloignées que celles figurant dans la proposition. Sur les 16 membres participants, seul le Japon n'a pas encore fait connaître sa position ligne par ligne, déclarant qu'il n'était pas disposé à aller au-delà de la position qu'il avait adoptée lors du Cycle d'Uruguay en dehors du contexte d'une nouvelle négociation globale au sein de l'OMC.

85. Les ministres de l'APEC réunis à Kuala Lumpur ont admis qu'il fallait accélérer et mettre à profit ces progrès en 1999. On compte que les membres de l'APEC amélioreront encore leur position, tandis que les non-membres seront invités à s'associer à cette initiative.

TABLEAU VIII.1

Commerce total

Commerce des produits forestiers, 1996
Chapitres 44, 47, 48, 49, 94 (partiel)

1996	Importations (milliers de dollars EU)	Droit NPF moyen (pourcentage)	Exportations (milliers de dollars EU)	Total (milliers de dollars EU)
Monde	152 037 547		Monde	134 376 600
Australie	2 959 246	2,88	Australie	774 192
Brunéi	42	0	Brunéi	109
Canada	7 295 175	3,88	Canada	25 488 610
Chili	1 174 273	11	Chili	1 464 128
Chine	6 218 631	20,86	Chine	1 482 785
Corée	7 812 201	4,98	Corée	1 258 793
États-Unis	36 557 806	1,4	États-Unis	16 641 850
Hong Kong	5 389 995	0	Chine, RAS de Hong Kong	1 871 125
Indonésie	1 522 545	9,7	Indonésie	5 214 149
Japon	26 511 960	1,14	Japon	1 469 535
Malaisie	1 536 532	12,26	Malaisie	4 378 792
Mexique	3 616 275	11,32	Mexique	396 706
Nouvelle-Zélande	755 927	6,06	Nouvelle-Zélande	1 550 671
Philippines	1 052 072		Philippines	67 701
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0		Papouasie-Nouvelle-Guinée	526 298
Singapour	2 430 508	0	Singapour	601 912
Taipei chinois	3 911 022	3,22	<i>Voir note 1</i>	
Thaïlande	2 599 515	20,04	Thaïlande	477 539
			Fédération de Russie	2 942 016
			Viet Nam	59 332
			Pérou	24 889
Total des pays de l'APEC	111 343 725		Total des pays de l'APEC	66 691 132
1. UE	26 275 332	5,26	UE	52 329 519
2. Suisse	5 551 559		Suisse	1 798 792
3. Norvège	2 608 712		Norvège	2 059 960
4. Pologne	1 959 223		Pologne	605 452
5. Brésil	1 366 076		Brésil	4 777 217
6. République tchèque	1 253 778		République tchèque	795 851
7. Turquie	1 163 388		Turquie	61 251
8. Argentine	1 116 665		Argentine	252 756

Source: FAOSTAT, site Web, 23 février 1999.

- Notes:
1. Chiffre compris dans celui de la Chine.
 2. Les chiffres des importations sont tirés de la base de données TRAINS, les codes du SH sont ceux définis par l'APEC.
Les chiffres des exportations sont tirés du site Web de la FAO et ne comprennent ni les livres ni les meubles.